

Décision samedi pour les actions à mener

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 4009 - Lundi 31 octobre 2016 - Prix : 10 DA

Visite

Le Président Bouteflika inspecte le projet de la Mosquée d'Alger

Page 24

Intense activité des formations politiques

Les partis en pleine préparation des législatives

Page 3

Pacte de sang

Par Mohamed Habili

Arrivées aux abords de Mossoul, les forces irakiennes marquent un temps d'arrêt, qu'elles mettent à profit, pour resserrer, mais sur trois côtés seulement, leur étau sur Daech, dont les incursions derrière les lignes se sont avérées infructueuses, dans le même temps où la coalition menée par les Etats-Unis suspend ses attaques aériennes. C'est le moment que les milices populaires à majorité chiite choisissent pour entrer en scène, contre l'avis des Américains, des Turcs et à peu près de tout ce que la région compte de sunnites. Elles ne sont pas censées s'approcher d'aussi près de Mossoul. C'est bien ce à quoi elles semblent veiller du reste, puisqu'en se déployant à l'ouest de la ville, elles montrent à quelle mission précise elles se vouent : couper la retraite aux troupes de Daech quand les forces irakiennes seront entrées dans la ville. Leur objectif est en réalité double : empêcher les fuyards de se replier en bon ordre sur Raqqa, en tuer un maximum donc, d'une part, et de l'autre contribuer à faire échec au projet de partition de la Syrie dont tout indique que la mise en œuvre commencera en même temps que la bataille de Raqqa, la prochaine et peut-être ultime étape dans la guerre contre Daech. Toute la question est de savoir si cette bataille, que Daech ne manquera pas de perdre comme les précédentes, aura lieu dans le temps qu'il reste imparti à l'administration Obama ou s'il faut pour cela attendre l'arrivée de celle qui la remplacera.

Suite en page 3

Le projet de loi sur la santé après-demain devant l'APN

Boudiaf promet un changement radical du système de santé



Nouvelle annonce pour le projet de la nouvelle loi sanitaire. Le document sera présenté devant le Parlement ce mercredi par le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, qui dévoilera les défis et les enjeux prochains de la politique sanitaire en Algérie.

Page 2

Béjaïa

Le RCD va marcher contre l'austérité

Page 3

21° Sila

Avertissements à 45 maisons d'édition pour non-respect du règlement intérieur

Page 13

Le projet de loi sur la santé après-demain devant l'APN

Boudiaf promet un changement radical du système de santé

■ Nouvelle annonce pour le projet de la nouvelle loi sanitaire. Le document sera présenté devant le Parlement ce mercredi par le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, qui dévoilera les défis et les enjeux prochains de la politique sanitaire en Algérie.

De notre envoyée spéciale à Mostaganem Louiza Ait Ramdane

Les parlementaires seront appelés à voter cette nouvelle loi qui remplace celle de 1985, qui «n'est plus adaptée aux mutations socio-économiques et culturelles de la société algérienne». Le ministre souligne, en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Mostaganem, que le secteur de la santé connaît un ensemble de réformes qui visent à réaliser un saut qualitatif quant à la performance des institutions sanitaires et à l'amélioration des services afin de répondre aux besoins des citoyens, en application du programme de son excellence Monsieur le président de la République. «Le nouveau projet apportera un changement radical au système de la santé», indique Abdelmalek Boudiaf qui souligne que ce projet est venu pour compléter et mettre fin aux lacunes et erreurs des lois de santé précédentes.

«La nouvelle loi sur la santé est le fruit d'une série d'études sur les systèmes réussis dans le monde, mais aussi des systèmes de santé algériens appliqués depuis l'indépendance», ajoute encore le ministre, soulignant que le secteur privé et l'industrie pharmaceutique, à titre d'exemple, ne figuraient guère

dans le système instauré depuis 1985. Abdelmalek Boudiaf ne dissimule pas ses ambitions de voir le nouveau système de santé algérien devenir un exemple à suivre par les pays du continent africain.

Le ministre appelle également les âmes charitables à verser leurs dons au profit des hôpitaux afin d'aider à la réalisation des grands projets et permettre à la population de se soigner dans de meilleures conditions. Abdelmalek Boudiaf insiste, lors de sa visite sur la l'informatisation des hôpitaux et de tous les établissements de santé au niveau national. Il appelle les professionnels de la santé, du chef de service au simple fonctionnaire de l'administration, à la maîtrise de la nouvelle technologie afin d'atteindre l'objectif zéro papier. A Mostaganem, le ministre de la Santé affirme que le système de santé dans cette wilaya se porte bien. Des moyens colossaux ont été investis pour des projets structurants et d'autres de proximité afin d'assurer des soins à la hauteur des objectifs escomptés. «Il y a deux ans, la wilaya souffrait en matière de santé, d'un manque flagrant de structures sanitaires, des retards dans la réalisation de grands projets et un manque de personnel médical. Aujourd'hui, les choses s'améliorent», affirme Boudiaf. Le ministre de la Santé a compris que la lutte contre le cancer dans



Ph/DR

toutes ses formes a besoin de structures appropriées qui nécessitent des moyens financiers fara mineux. Afin d'atteindre cet objectif, il déclare que la wilaya a bénéficié de 7 scanners. L'hôpital 240 lits de Kherrouba, dont la réception est prévue pour la fin de l'année en cours, se dotera d'un service de radiothérapie dont le délai de réalisation est fixé à 15 mois. A cet effet, le ministre a procédé à la pose de la première pierre de sa réalisation. Sur place, Boudiaf a instruit le bureau d'études d'ac-

célérer la cadence de réalisation en doublant le volume de travail pour prendre en charge la population locale et celle avoisinante. En outre, il annonce l'installation d'un chef de service de radiologie dans la wilaya afin d'assurer l'exploitation des équipements sophistiqués acquis.

Ce poste aura pour mission de former des radiologues ainsi que des étudiants dans ce domaine. Une autre annonce pour la wilaya. Le ministre affirme qu'un centre de transfusion sanguine

sera mis en place, en plus de deux centres existants déjà dans la wilaya de Constantine et Oran. La wilaya de Mostaganem bénéficiera d'un nouveau service de médecine du travail au niveau des urgences médico-chirurgicales ainsi que d'un service d'assistance médicale d'urgence SAMU. Lors de sa visite à l'EHS mère et enfant, Boudiaf a annoncé un projet d'extension de cet établissement pour devenir un espace de formation.

L. A. R.

Mouvement de protestation de l'intersyndicale

Décision samedi pour les actions à mener

Suite à la longue confrontation ayant eu lieu récemment entre plusieurs syndicats de la Fonction publique pour revendiquer leurs droits et la tutelle qui fait la sourde oreille, le Collectif des syndicats autonomes représentant les différents secteurs s'est réuni samedi dernier à Alger pour remédier à la question. Ainsi, il a été décidé de trancher définitivement sur la date et la forme du mouvement de protestation lors d'une réunion prévue samedi prochain. Une manière d'être plus organisé, selon certains d'entre eux, et ce, en consultant leurs conseils nationaux. D'ailleurs, lors d'une réunion qui s'est déroulée en présence des directions syndicales de 13 syndicats représentant l'Education, la Santé et l'Administration publique, la décision a été prise à l'unanimité de poursuivre ce mouvement de protestation sous toutes les formes juridiques, à savoir grève, rassemblement et marche, ont-ils souligné. Reste à se prononcer de manière exacte sur les actions à mener. Cela se fera donc à partir de la prochaine réunion, prévue pour le 5 novembre. A ce propos, ayant pris attache hier avec Idir Achour, porte-parole du Conseil des lycées d'Algérie (CLA), celui-ci n'a pas manqué de rappeler tout l'intérêt de la prochaine réunion. Sur ce



point, il a affirmé qu'«après la réunion de l'intersyndicale qui s'est déroulée hier, nous nous sommes entendus que samedi prochain nous nous prononcerons sur la nature des mesures à prendre pour mener à bien nos revendications communes, que ce soit par le marche, le rassemblement ou la grève», a-t-il indiqué. «Actuellement, nous attendons plusieurs autres syndicats qui ont promis de nous rejoindre», a-t-il

ajouté. Concernant, par ailleurs, l'intransigeance du gouvernement à solutionner le problème de la retraite anticipée qui, rappelle-t-on, a décidé de ne plus revenir sur la question, interrogé à ce sujet Idir Achour a répondu que «par rapport au gouvernement qui reste intransigent sur la question de la retraite anticipée, nous répondrons aussi en lui faisant face par l'intransigeance syndicale». De ce fait, il

est à noter également, d'après le communiqué de l'intersyndicale, que cette réunion a été l'occasion d'évaluer le mouvement de protestation organisé la dernière quinzaine du mois d'octobre. Un bilan qui a connu, selon ces derniers, une large adhésion à travers le pays, contrairement à ce qu'avait affirmé la tutelle. Par ailleurs, le Collectif a dénoncé dans son communiqué les déclarations provocantes et d'exclusion de certains responsables. Au vu du bras de fer qui oppose l'ensemble des syndicats au gouvernement et en l'absence de convergence de points de vue, l'enclenchement d'une grève illimitée de la part de ces derniers n'est point à exclure vu leur détermination d'aller jusqu'au bout pour se faire entendre. Rappelons, à ce propos, que l'origine de ce conflit a débuté lorsque le Collectif des syndicats a observé une grève les 17 et 18 octobre et les 24 et 25 octobre. Une réaction de colère en protestation contre l'amendement de la loi sur la retraite qui annule la retraite proportionnelle et la retraite sans condition d'âge, tout en revendiquant sa participation aux négociations sur le nouveau code du travail et la préservation du pouvoir d'achat, conformément à la loi de finances 2017.

Yacine Djadel

Intense activité des formations politiques

Les partis en pleine préparation des législatives

■ Plusieurs formations politiques étaient en intense activité ce week-end. Les multiples sorties s'inscrivent dans le cadre de la préparation des élections législatives d'avril 2017.

Par Nacera Chennafi

Dans ce cadre, le nouveau secrétaire général du Front de libération nationale, Djamel Ould Abbès, multiplie ses sorties médiatiques. Participant à l'ouverture du congrès du Mouvement de l'édification nationale, samedi à Alger, l'homme défend son poste et affirme que les membres du comité central (CC) l'avaient plébiscité à l'unanimité au poste de secrétaire général du FLN, soulignant que «celui qui aspire à occuper ce poste doit attendre le 11^e congrès du FLN prévu en 2020», une manière de couper la route aux ambitions de Abdelaziz Belkhadem.

Dans une déclaration à l'APS, Ould Abbès a indiqué que la proposition formulée par d'anciens dirigeants du FLN d'organiser un congrès extraordinaire ou de créer une instance transitoire «n'est pas fondée», estimant que «l'enjeu qui se pose actuellement est celui des prochaines législatives à travers lesquelles le FLN aspire à préserver sa position de première force politique en Algérie». S'agissant des présidentielles de 2019, le SG du FLN a affirmé qu'«il est évident que le parti désigne son président comme candidat à la présidentielle de 2019, si ce dernier consent».

Pour sa part, le secrétaire général du RND, Ahmed Ouyahia, reprend ses sorties sur le terrain face à un retour des dissidents qui critiquent ses positions. Il a présidé, samedi, une réunion à huis clos du conseil de wilaya de son parti, en perspective notamment des prochaines échéances électorales. Intervenant sur les ondes de la radio locale, Ouyahia a



Ph / DR

défendu le projet de loi de finances 2017 et soutient aussi l'annulation de la retraite anticipée. Par ailleurs, Ouyahia écarte une éventuelle reconstitution d'une alliance présidentielle et dit préférer travailler davantage avec les partis qui soutiennent le programme du Président Bouteflika. Il a aussi écarté l'idée de se porter candidat pour les prochaines présidentielles.

En ce qui concerne la retraite anticipée, également évoquée par le SG de l'ANR, Belkacem Sahli, celui-ci a affirmé que «l'ANR soutient la réforme du régime de retraite et appelle, à ce titre, les syndicats protestataires à opter pour la voie de la sagesse et du dialogue». Il a affirmé que «les syndicats assument la responsabilité de convaincre les travailleurs à protéger leurs acquis et droits sociaux, et ne pas les mettre en avant lors de mouvements de protestation prenant en otages nos enfants dans les écoles et nos malades dans les hôpitaux».

Le président du Front national

algérien, Moussa Touati, a pour sa part affirmé, depuis Blida, la participation de son parti aux prochaines élections. Il a assuré que sa formation «possède une assise populaire dont elle se doit de satisfaire le vœu de participer». Touati qui a animé un meeting avec les militants et sympathisants de son parti, a appelé à l'exploitation de la technologie dans le comptage des voix des électeurs, lors des prochaines élections, «en vue de leur conférer plus de transparence». Il a assuré que son parti n'est pas opposé à la nomination de Abdelwahab Derbal à la tête de la Haute instance indépendante de surveillance des élections, car «ce ne sont pas les personnes qui importent, mais leurs aptitudes à remplir les missions qui leur sont confiées».

Enfin, le Mouvement Ennahdha tranchera vendredi sur la question de sa participation ou non aux législatives de 2017, lors de la session ordinaire de son conseil consultatif. Lors d'une conférence de presse ani-

mée samedi, Douibi a qualifié les prochaines législatives d'«importante étape dans la concrétisation de la transition démocratique escomptée dans le pays». Cette échéance électorale permettra, selon lui, d'entamer le processus d'édification d'un régime fort et stable ou d'approfondir la crise en cas de fraude. Concernant une éventuelle alliance avec les partis islamistes, Douibi a précisé que son mouvement «soutient les alliances politiques basées sur les programmes qui augmentent les capacités de développement national dans divers domaines, préservent la souveraineté nationale et prennent en considération les questions sécuritaires du pays». S'agissant de la proposition de Abdelouahab Derbal à la tête de la Haute instance de surveillance des élections, Douibi a précisé que M. Derbal a «une compétence politique et juridique» mais cela «reste insuffisant pour garantir des élections régulières et transparentes».

N. C.

Béjaïa

Le RCD va marcher contre l'austérité

Le bureau régional du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) est mécontent du virage économique fait d'austérité, adopté par le gouvernement depuis la chute des prix du pétrole. Une politique qui, selon lui, a généré l'annulation de plusieurs projets très attendus dans la région. Pour le faire savoir, il compte organiser une marche samedi prochain à 11h, depuis le parvis de la Maison de la culture vers la place de la liberté d'expression Saïd-Mekbel en passant par le siège de la wilaya. Un appel a été lancé aux citoyennes et citoyens ainsi qu'à l'ensemble des forces vives de la région pour rejoindre la marche de protestation pour, dit-il, dénoncer «la

politique d'austérité qui frappe notre région, l'annulation de la construction du stade de 50 000 places, du complexe pétrochimique, du CHU et du dédoublement de la voie ferrée Bgayet-Béni Mansour, l'abandon de la construction de logements sociaux et des aides octroyées aux zones rurales, le bradage du patrimoine public, les atteintes aux libertés individuelles et collectives, etc.». Le bureau régional du RCD a dressé un constat alarmant dans son appel. Il estime que «le pouvoir fait payer la facture de ses errements durant plus d'une quinzaine d'années aux citoyens et en particulier les plus faibles d'entre nous ; c'est-à-dire les salariés, les chômeurs, les jeunes et les personnes sans

revenu». «C'est ainsi qu'après les augmentations sur tous les produits et services durant l'année passée, le gouvernement s'apprête à relever, une nouvelle fois, les taxes sur les carburants et l'électricité ainsi que sur tous les produits de consommation courante en portant la TVA à des seuils supérieurs», fait-il observer. Et d'ajouter : «Dans le même temps, il organise la dévaluation du dinar et procède à l'annulation de projets socio-économiques régionaux pour garder intact le train de vie de ses clientèles». Le RCD rappelle le combat qu'il mène en faveur d'«une politique qui promeut le progrès et la démocratie». Pour cela, «il ne peut, souligne-t-il, rester indifférent face à cette politique de

contre-développement et la misère qu'elle génère». Il considère que «la mobilisation et l'engagement dans les luttes des travailleurs à travers leurs syndicats pour le maintien des droits et les nombreuses protestations citoyennes contre les mauvaises conditions de vie font honneur à notre wilaya», poursuit-il. La représentation régionale du parti de Mohcine Belabès estime que «le pouvoir accentue la pression sur les régions qui sont, traditionnellement, rebelles à une gouvernance faite d'incohérences, de régionalisme, de passe-droits et de postures anti-économiques», notamment la Kabylie qui «depuis 2001 fait l'objet, de manière plus flagrante, d'une politique de contre-développe-

LA QUESTION DU JOUR

Pacte de sang

suite de la page Une

Les deux hypothèses sont possibles, d'autant que l'administration sortante veille au grain pour ainsi dire, même si c'est d'une façon pour l'essentiel négative, en faisant en sorte que sa remplaçante dispose sur ce dossier d'autant d'options qu'elle. Tout dépendra à cet égard du rythme des événements. Toujours est-il que l'élément irakien à qui a été confié la mission d'empêcher Daech de passer avec armes et bagages en Syrie est celui qui depuis le début s'est montré le plus déterminé à le combattre. En finir avec lui est pour les milices chiites plus qu'un devoir patriotique, un impératif religieux. Ainsi donc, la bataille de Mossoul est d'une certaine façon le début de celle de Raqqa. Et rien peut-être n'en témoigne autant que le déploiement des milices à majorité chiite sur le côté ouest de Mossoul. Aucune des deux grandes batailles en cours, d'Alep et de Mossoul, n'est terminée, encore qu'il soit possible que celle de Mossoul finisse bien plus rapidement que celle d'Alep, mais dans les deux se préfigure celle qui décidera au bout du compte de l'avenir politique de la Syrie. Or sur un point essentiel, les deux pays sont confrontés au même défi : conserver leur unité politique, éviter la partition qui les menace tous deux, selon des lignes de forces qui, il est vrai, ne sont pas tout à fait les mêmes. Or en dépit de certaines apparences, ils appartiennent d'ores et déjà à la même coalition opposée à celle que mènent les Etats-Unis. Cette coalition est d'ailleurs bien mieux soudée que l'autre. Le fait que les Etats-Unis, dont l'invasion de 2003 a fait l'Irak d'aujourd'hui, apportent toute leur aide à l'Irak dans sa guerre contre Daech, n'empêche pas de voir que les deux régimes syrien et irakien ont contracté une alliance d'autant plus incassable qu'elle est garantie par l'Iran, pour lequel en retour ils prennent fait et cause dans la guerre froide et néanmoins implacable l'opposant à l'Arabie saoudite.

M. H.

ment préméditée». Elle est aujourd'hui, désignée, estime ce parti, «pour subir de plein fouet les restrictions budgétaires». Et d'étayer cela avec des arguments notamment, «les provisions allouées au secteur universitaire de Bgayet qui n'ont pas échappé à cette stratégie de réduction et de blocage du développement régional». «Plusieurs autres projets ont été également annulés ou transférés ailleurs à l'instar du complexe pétrochimique d'El-Kseur et du CHU de Bgayet», relève-t-il.

Hocine Cherfa

Parc national d'El Kala

Lancement d'un concours de design de logo

■ Un concours de design de logo devant consacrer l'identité visuelle du Parc national d'El Kala (PNEK) a été lancé, à El Tarf, a-t-on appris dimanche auprès du directeur local de l'environnement.

Par Fayka N.

Quinze étudiants de trois écoles des beaux-arts d'Alger, de Constantine et d'Annaba rivalisent de créativité pour proposer «une œuvre vivante» a précisé Kouider Feraoune, soulignant que les concurrents se trouvent à l'auberge Tonga d'El Kala et sont conviés à s'inspirer de la splendeur des lieux à travers des visites guidées au PNEK et ses sept zones humides, dont six (6) sont classés sur la liste Ramsar. Les candidats, cinq de chaque école, soumettront leur travail artistique mercredi prochain, à un jury composé, outre le directeur local de l'environnement et celui du

PNEK, des représentants des ministères de la Communication, la Culture et la Jeunesse et des Sports, d'un graphiste national de renommée mondiale. Une cérémonie de remise de prix, ouverte au public, sera organisée, le lendemain (jeudi), au niveau de l'auberge Tonga, a ajouté la même source, précisant que le vainqueur de ce concours bénéficiera d'une formation assurée par le graphiste-encadreur de ce concours en sus d'un encouragement matériel. Considéré comme unique sur le bassin méditerranéen, le PNEK d'El Kala, qui s'étale sur près de 80 000 hectares, compte deux principaux lacs, à savoir Tonga (2 600 ha) et Oubeira (2 200 ha), formant aux côtés



Ph/D. R.

des zones humides voisines (marais de la Mekhada, lac des oiseaux, lac Fetzara) la plus importante zone d'hivernage du maghreb pour diverses espèces rares tels que les anatidés, les

oies et les limicoles. Des dizaines de milliers d'oiseaux fréquentent ce complexe unique et d'importance écologique, a-t-on rappelé, soulignant que le PNEK constitue également un milieu

privilegié pour la nidification de plusieurs espèces rares dans le contexte méditerranéen comme l'Erismature à tête blanche, la poule sultane, fuligule nyroca.

F. N./APS

Anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale

Inauguration d'une série de projets

Une série de projets relevant du secteur de l'Education nationale ainsi que de celui de l'Energie, a été inaugurée dimanche par les autorités locales de la wilaya, à la veille de la commémoration du 62^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. Après avoir déposé une gerbe de fleurs au pied de la stèle commémorative à la mémoire des martyrs de la Révolution du 1^{er} novembre 1954, à Sidi Yahia relevant de commune d'Ain Bessam (ouest), les responsables de la wilaya à leur tête le chef de l'exécutif Mouloud Chérifi,

ont inauguré un projet de raccordement de quelque 829 foyers au réseau du gaz naturel. Cette opération a été réalisée dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014 pour une enveloppe financière de 40 millions de dinars, selon les détails recueillis auprès de la chargée de la communication de la Société de distribution de la Sonelgaz (SDC) de Bouira, M^{me} Ouidad Benyoucef. Dans la commune de Guerrouma, située à l'extrême nord-ouest de la wilaya, les autorités locales ont procédé à la réouverture de la route n° 93 reliant cette commune à la wilaya

voisine de Médéa sur une distance de 4.5 km et ce, après une opération de réhabilitation. Au niveau de cette même municipalité, un nouveau collège d'enseignement moyen (CEM) a été inauguré et baptisé du nom du chahid Hettab Mohamed. Les autorités locales de la wilaya se sont également rendues dans la municipalité limitrophe de Boukram, où elles ont ouvert un nouveau lycée baptisé du nom du chahid Touati Remadhane, et ce au profit des élèves de cette région ayant souffert des affres du terrorisme durant les années 1990. Avec la

réalisation de cet établissement d'enseignement secondaire, le calvaire de ces élèves de se déplacer jusqu'à Lakhdaria ou à Guerrouma pour suivre leurs études, est terminé. D'ailleurs, un grand nombre de parents d'élèves, présents lors de cette cérémonie d'inauguration, ont tenu à saluer les efforts consentis par l'Etat pour désenclaver leurs communes et doter la région de toutes les commodités nécessaires comme le gaz, l'eau potable et l'enseignement. Par ailleurs, et toujours à l'occasion du 62^e anniversaire du déclenche-

ment de la guerre de Libération nationale, 449 foyers ont été raccordés dimanche au réseau de gaz dans les localités de Guergour et Kabir 2 dans la commune de Lakhdaria (nord-ouest), un projet pour lequel un montant de 37 millions de dinar a été consacré, a précisé M^{me} Benyoucef à l'APS. Par ailleurs, les responsables locaux de la wilaya ont procédé entre autres au dépôt d'une gerbe de fleurs au pied de la stèle commémorative de la guerre de Libération à la mémoire des chouhada de la révolution du 1^{er} novembre 1954.

Amine G.

Batna

La réunion de Legrine, un tournant décisif dans l'histoire de la Révolution

Malgré la maladie et le poids de ses 88 ans, le moudjahid Ahmed Gada, le dernier des «bandits d'honneur des Aurès», se souvient clairement de nombre de détails de la réunion tenue la dernière semaine d'octobre 1954 au village Legrine dans la région de Boulefrayès, commune d'Ouled Fadhel (Batna). «Ce fut un tournant décisif dans l'histoire de la Révolution de novembre», assure ce moudjahid de la première heure qui note que la rencontre a donné lieu à la reproduction de copies de la Déclaration du 1^{er} novembre 1954, la désignation des groupes pour les trois zones de Batna, Khenchela et Biskra, l'annonce de la date du déclenchement de la révolution et des cibles à frapper. Un des 16 «bandits d'honneur de la région des Aurès», recherchés par les autorités coloniales depuis les années 1940 et condamné à mort par contumace en 1950, Gada relève que la réunion a été tenue à Legrine relevant du

douar Oued Omar Ben Fadhel au lendemain du retour d'Alger de Mostefa Benboulaïd suite à la réunion du groupe historique des Six (Boudiaf, Benboulaïd, Didouche, Ben M'hidi, Belkacem et Bitat). Rencontré à son domicile à l'entrée de la ville de Tazoult, ce moudjahid assure à l'APS que la réunion de Legrine a eu lieu les 26 et 27 octobre durant la nuit à la maison du militant nationaliste Abdallah Ben Messaouda alias Amziti. Benboulaïd connaissait fort bien ce militant depuis les années 1940, témoigne Gada qui affirme que lui et Hocine Berahail, un autre «bandit d'honneur», trouvaient souvent refuge dans cette maison de Ben Messaouda. La réunion a débuté par le serment prononcé par les participants sur le saint Coran de conserver le secret, ajoute Gada qui note que tous les cadres de la Révolution des Aurès furent présents, dont Adjel Adjoul, Abbas Laghrour, Tahar Nouichi, Hadji Moussa, Mostefa Bousseta, Abdallah

Benmessaouda, Mohamed Khentar, Hocine Berahail, Chihani Bachir et Athmani Abdelwahab.

Plus de 200 militants pour assurer la surveillance de la réunion

Plus de 200 militants assuraient la surveillance de la région sur les monts Chéla, Gabel Lefdjouj et Bouarif. Un des rares témoins de cette réunion encore en vie, Gada affirme que Benboulaïd a, après la prestation de serment, lu la déclaration du 1^{er} novembre puis a demandé à Chihani Bachir de la reproduire avant d'annoncer que le 1^{er} novembre sera la date du déclenchement de la Révolution et que l'Aurès sera appelé à supporter seul la réaction coloniale pendant 6 à 8 mois. Benboulaïd, a-t-il ajouté, a procédé à la répartition des 27 groupes de moudjahidine, dont cinq dirigés vers Biskra sous les commandes de Gada Ahmed et Hocine Berahail

et cinq autres vers Khenchela sous la direction d'Abbas Laghrour et Athmani Abdelwahab. Les groupes restants ont été placés sous les commandes de Chihani Bachir, Mostefa Bousseta et Adjel Adjoul. Chaque groupe s'est vu également fixé les cibles à frapper. Au début du mois d'octobre, Benboulaïd, affirme Gada, lui avait demandé ainsi qu'à Berahail de préparer «dans le plus grand secret» les militants de Biskra pour le grand jour qui se rapprochait.

La maison de Ben Messaouda, mémoire d'un lieu

62 ans après cette réunion historique, la maison de Ben Messaouda demeure un haut lieu de mémoire où Benboulaïd avait annoncé aux militants des Aurès la date du déclenchement de la Révolution de novembre. Selon le président de l'association Histoire d'Ouled Fadhel qui

est également le fils du propriétaire de la maison Abdallah Ben Messaouda, beaucoup d'historiens, d'universitaires et de curieux ont visité et voulu visiter cette maison «à grande valeur historique». Moutt détails sur cette réunion demeurent méconnus, ajoute-t-il, assurant qu'un séminaire a réuni récemment sur cet événement des chercheurs et universitaires travaillant sur l'histoire de la Révolution et une revue intitulée «Legrine» paraîtra durant ce mois d'octobre à l'occasion du 62^e anniversaire de cette réunion. La maison Ben Messaouda a été réhabilitée et des fresques comportant les noms des moudjahidine qui s'y étaient réunis ont été placées. Le vœu exprimé par plusieurs des habitants d'Ouled Fadhel est de voir cette humble demeure transformée en musée d'histoire qui rappellera aux générations futures l'importance de la réunion que Mostefa Benboulaïd y avait présidée, il y a 62 ans.

L. M.

En raison de désaccords concernant les niveaux de production de l'Iran

Echec des discussions sur les modalités de l'accord de l'Opep

■ Les experts de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) réunis à Vienne n'ont pas pu s'entendre sur les modalités d'application de leur accord de réduction de la production, en raison de désaccords concernant les niveaux de production de l'Iran, apprend-on de sources de l'Opep.

Par Amel.B

Le Comité technique de haut niveau se rencontrera à nouveau à Vienne le 25 novembre, avant la prochaine réunion des ministres de l'Opep prévu le 30 novembre, afin de «finaliser les quotas individuels», a dit une source de l'organisation. Samedi, le comité d'experts doit rencontrer des représentants de pays producteurs de pétrole n'appartenant pas à l'Opep, que le cartel souhaite rallier à son accord. «Oui, nous continuons demain avec les non-Opep», a dit l'une des sources. «(Il n'y a pas eu) d'accord complet aujourd'hui puisque l'Iran refuse de geler sa production». «Nous n'avons pas tout bouclé. Nous attendons la prochaine réunion le 25 novembre pour finaliser les quotas individuels», a dit une autre source. La réunion du Comité technique de haut niveau regroupe essentiellement des gouverneurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole



Ph. > D. R.

(Opep) et des délégués nationaux qui rendent compte à leurs ministres respectifs. Les pays de l'Opep sont parvenus, le 28 septembre à Alger, à un accord de principe sur une réduction modeste – la première depuis 2008 – de la production du cartel, censée revenir entre 32,5 et 33,0 millions de barils par jour (bpj). En septembre, le cartel a

extrait en moyenne 33,39 millions de bpj, soit sa production la plus élevée enregistrée depuis au moins 2008, selon un décompte de Reuters. Mais dès hier, l'Irak, deuxième plus gros producteur de l'Opep, a demandé à être dispensé des restrictions en raison de la guerre en cours contre l'organisation Etat islamique. L'Iran, la Libye et le Nigeria souhaitent eux aussi bénéficier d'une exemption en

raison des répercussions sur leurs productions de conflits et de sanctions, selon des sources de l'Opep. «Ça devient difficile», a déclaré un délégué de l'Opep avant que la réunion ne débute vendredi. «Chaque jour apporte son problème nouveau». Le Comité n'a aucun pouvoir de décision et se contentera de faire des recommandations en prévision de la prochaine réunion plé-

nière de l'Opep le 30 novembre à Vienne. Les pays non-Opep qui seront représentés aux négociations de samedi sont la Russie, le Kazakhstan, le Mexique, le sultanat d'Oman, l'Azerbaïdjan, le Brésil et la Bolivie.

Les marchés plongés dans l'incertitude

Même si le Comité n'a aucun pouvoir de décision puisqu'il se contentera de faire des recommandations en prévision de la prochaine réunion plénière de l'OPEP le 30 novembre à Vienne, les marchés restent attentifs. Les signaux envoyés ont renforcé les incertitudes sur un éventuel accord. Les investisseurs craignent que l'accord soit tellement édulcoré qu'il devienne inefficace, a confié à l'AFP Bob Yawger de Mizuho Securities USA. Conséquences de cette première journée de négociations, les cours du pétrole ont nettement baissé en clôture. Le prix du baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, a perdu 1,02 dollar à 48,70 dollars au New York Mercantile Exchange (Nymex) sur le contrat pour décembre. A Londres, le cours du baril de Brent de la mer du Nord a reculé de 76 cents à 49,71 dollars sur le contrat pour décembre sur l'Intercontinental Exchange (ICE). A.B./Agences

Exportations

Le Fonds de promotion élargit ses financements

Le Fonds spécial de promotion des exportations (FSPE) étend désormais ses contributions financières aux opérateurs algériens participant aux manifestations économiques organisées également en Algérie, indique un arrêté interministériel publié au Journal officiel n° 57. «80% des frais engagés pour l'organisation et la participation aux manifestations économiques spécifiques organisées au niveau national consacrées à la promotion des produits algériens destinés à l'exportation», précise ce texte qui fixe aussi

la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale du FSPE. Institué par la loi de finances de l'année 1996, le FSPE était destiné auparavant à apporter un soutien financier aux exportateurs dans les actions de promotion et de placement de leurs produits sur les marchés extérieurs uniquement. Ces contributions sont accordées aux opérateurs économiques au titre de la prise en charge d'une partie des coûts de transport, transit et manutention des marchandises destinées à

l'exportation ainsi que de la participation aux foires, expositions et salons spécialisés à l'étranger et au titre d'études des marchés extérieurs, de l'information des exportateurs et l'étude pour l'amélioration de la qualité, des produits et services destinés à l'exportation. Les sources de financement du FSPE sont la taxe intérieure de consommation (TIC) dont 5% des recettes y sont affectées, et les contributions des organismes publics et privés ainsi que les dons et legs.

Souad H./APS

Libre-échange

L'accord entre l'UE et le Canada est enfin signé

Cet accord commercial, dont la signature avait été retardée par de vifs désaccords internes belges, devra maintenant être ratifié par les Parlements nationaux et régionaux des pays de l'Union. Après sept ans de négociations, l'Union européenne (UE) et le Canada ont signé, hier à Bruxelles, leur traité de libre-échange, un document de plus de 2 000 pages. Le CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement ou Accord économique et commercial global) est un accord commercial qui prévoit de réduire les droits de douane entre l'UE et le Canada, mais aussi d'aboutir à une convergence de certaines normes pour limiter ce que les libre-échangistes appel-

lent les «barrières non tarifaires» au commerce. En raison de vifs désaccords internes belges, un premier sommet avec le Canada prévu jeudi avait été annulé. Après la conclusion d'un compromis belge, jeudi également, les derniers Parlements régionaux de Belgique qui refusaient l'accord l'ont finalement voté vendredi, ouvrant la voie à son adoption par les 28 Etats membres de l'UE. «Quelle patience !», a lancé dimanche le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, au Premier ministre canadien Justin Trudeau à son arrivée peu après midi au siège du Conseil de l'UE. «Les choses difficiles sont difficiles, mais on a pu réussir», lui a répondu M.

Trudeau. «Bien joué !», a-t-il aussi dit au président du Conseil européen Donald Tusk. A l'extérieur du bâtiment, quelques dizaines de manifestants scandaient des slogans hostiles au CETA et brandissaient des pancartes «Citoyens avant multinationales», au son de tambours.

Ratification par les Parlements de l'UE

Hier matin, l'ouverture du sommet entre l'UE et le Canada a dû être repoussée d'une heure et demie en raison du retard du Premier ministre canadien, Justin Trudeau, dont l'avion a rencontré un problème technique au départ d'Ottawa. Après

la cérémonie de signature, le traité devra être ratifié par les Parlements européen et canadien avant d'entrer en application partielle et provisoire. L'UE devra ensuite obtenir sa ratification par les différents Parlements nationaux et régionaux des pays de l'Union, afin qu'il devienne définitif. Une tâche qui, à la lumière du psychodrame belge, s'annonce difficile. La campagne de promotion a déjà débuté : le CETA est «un accord moderne et progressiste, ouvrant la porte à de nouvelles opportunités, tout en protégeant les intérêts importants», a plaidé Robert Fico, le Premier ministre slovaque dont le pays assure la présidence tournante de l'UE.

S.T./Agences

Economie mondiale

La Chine contribuera à près de 30% durant les 5 prochaines années

LE DIRECTEUR de l'Institut pour la réforme et le développement de la Chine, M. Chi Fulin, déclare que «la contribution de la croissance de l'économie chinoise à l'économie mondiale est estimée entre 25% et 30%». S'adressant lors du forum de la réforme de la Chine qui s'est ouvert samedi, M. Chi a indiqué que la contribution de la Chine à l'économie mondiale resterait à environ 30% pour les cinq prochaines années. L'économie mondiale connaîtra dans les années à venir une croissance ralentie tout en cherchant un nouvel équilibre, ce qui aura des répercussions sur la transition de l'économie de la Chine, a prévu M. Chi. D'autre part, il déclare que la transition et la croissance de l'économie chinoise, deuxième économie du monde, apporteront une influence croissante à l'économie du monde.

R. E.

Batna

Plus de 2 milliards DA de créances de l'ADE

■ Les créances de l'Algérienne des eaux de la wilaya de Batna auprès de ces abonnés sont estimées à 2,6 milliards de dinars, jusqu'à la fin du premier semestre de l'année en cours, a indiqué le directeur de cet établissement.



Par Siham N.

Les dettes enregistrées auprès des abonnés ordinaires (ménages) totalisent un taux de 74,71%

du montant global, alors que les créances des administrations s'élevaient à 16, 43% du montant global tandis que le reste est réparti sur les secteurs écono-

mique et commercial, a précisé le même responsable. Cette situation s'est négativement répercutée sur la concrétisation du plan de développement de

l'ADE-Batna, a encore ajouté la source, détaillant que ce plan de développement englobe, entre autres, le renforcement de la ressource humaine dans plusieurs unités de l'ADE et l'acquisition d'équipements et de matériels nécessaires à un meilleur service. M. Haddid a fait également savoir que 600 dossiers d'abonnés ont été transférés à la justice durant les six premiers mois de l'année 2016.

Le nombre de clients bénéficiant des services de l'ADE-Batna s'élève à 165 883 abonnés dont 141 037 sont dotés de compteurs et représentent 85,02% des clients de cet établissement, a indiqué le même responsable.

Les abonnés ne disposant pas de compteurs sont au nombre de 24 846 clients et représentent 14,98% des clients recensés auprès de l'ADE.

Le volume quotidien d'eau potable mobilisé par l'Algérienne des eaux de la wilaya a atteint durant les six premiers mois de l'année en cours 127 383 m³, parmi une production globale de 140 016 m³/jour, a-t-il indiqué,

notant que la moyenne de la quantité mobilisée quotidiennement pour chaque citoyen est estimée à 153 litres.

Cet établissement relevant du secteur hydraulique qui couvre 27 sur les 61 communes de la capitale des Aurès, assure l'alimentation en eau potable de 73,51% de la population de cette région, soit un total de 843 298 âmes, tout en participant à la gestion de 141 réservoirs d'eau d'une capacité de 86 310 m³, selon la même source.

L'Algérienne des eaux de la wilaya de Batna fait face à plusieurs entraves, selon son directeur, dont l'installation du réseau d'assainissement à proximité de celui de la distribution d'eau potable dans plusieurs sites urbains, la facture élevée de l'énergie électrique estimée à 13 millions DA par mois et l'intervention «anarchique» des entreprises versées dans le bâtiment sur les nouveaux réseaux de distribution d'eau potable.

S. N./APS

Tlemcen

Raccordement de plus de 1 500 foyers au réseau de gaz naturel

Plus de 1 500 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel, lors d'une cérémonie présidée dans les communes de Zenata et Dar Yaghmoracen par le président-directeur général de Sonelgaz, Guitouni Mustapha, en compagnie du wali de Tlemcen, Saci Ahmed Abdelhafid. Dans une ambiance festive, le réseau du gaz naturel a été mis en service dans les deux communes de la wilaya de Tlemcen, respectivement au profit de 863 et 664 foyers qui sont dotés à partir de mercredi de services de l'énergie moderne leur épargnant le recours aux bonnes de gaz butane notamment en hiver, comme l'ont souligné des habitants. Le P-DG de Sonelgaz a suivi, à l'occasion, un exposé sur la situation d'alimentation en électricité et en gaz dans la wilaya où le taux de couverture en électricité a atteint 98% et en gaz naturel 64%, appelée à la hausse

avec l'achèvement des travaux programmés à travers des collectivités locales dont celles déshéritées, selon les explications fournies sur place. Les efforts déployés localement pour améliorer les services en faveur des abonnés et réduire les coupures à la faveur du plan d'urgence adopté par la direction régionale de Sonelgaz par la réalisation de postes et transformateurs à travers la wilaya ont été mis en exergue. Intervenant à cette occasion, Mustapha Guitouni a exprimé sa satisfaction quant au niveau d'alimentation en électricité et en gaz dans la wilaya, soulignant que sa visite vise à s'enquérir des problèmes rencontrés par la wilaya dans ce domaine et trouver des solutions. Il a ajouté que la Sonelgaz œuvre à réaliser une couverture totale en électricité et gaz à travers le pays, affirmant qu'aucune augmentation du coût de l'électricité et du gaz n'est prévue

l'année prochaine. Le même responsable a rappelé les efforts fournis par le groupe Sonelgaz pour exploiter les énergies renouvelables à travers des postes installés dans plusieurs régions du Sud pour renforcer le réseau d'électricité. Le P-DG de Sonelgaz a procédé, en compagnie des autorités locales, à l'ouverture d'une exposition organisée deux jours durant au Palais de la culture de Tlemcen, comportant des stands et affiches sur les nouvelles mesures prises par Sonelgaz pour l'élaboration et l'envoi des factures d'électricité et du gaz via internet et les procédures de e-paiement. L'exposition met en relief l'accès au site sonelgaz, le suivi des factures via internet, des conseils pratiques pour réduire la consommation d'énergie et les modes d'utilisation du gaz pour éviter des incidents.

Maya T./Agences

Souk-Ahras

Intensification de la production maraîchère

L'extension du périmètre agricole irrigué de Sedrata (Souk Ahras), passée de 1 500 hectares en 2014 à 2 400 ha actuellement, a permis l'intensification et l'amélioration de la production maraîchère dans cette région frontalière, a considéré le directeur local des services agricoles (DSA). Cette extension du périmètre de Sedrata, exploitée par une centaine d'agriculteurs, s'est répercutée «de manière positive» sur la production de la pomme de terre et la tomate, et a permis l'élargissement de l'utilisation du système d'irrigation d'appoint dans la céréaliculture, a précisé Abderrahmane Mansouri. Il a, dans ce sens, ajouté que cette progression est particulièrement perceptible dans les localités de Zouabi et Bir Bouhouche, où la surface irriguée a atteint, respectivement, 300 et 600 hectares. Le même responsable a souligné qu'une

chambre froide a conforté récemment les acquis dans le domaine agricole de la commune de Sedrata, détaillant que cet équipement est exploité dans le stockage de la pomme de terre, relevant que ce périmètre agricole a bénéficié d'une série d'actions d'aménagement protectrices portant sur la plantation, notamment des arbres coupe-vent tout au long de ses abords, ainsi que la mise en place d'un réseau de canalisation de drainage des eaux pluviales. Par ailleurs, cette opération d'extension de l'irrigation d'appoint a été également obtenue, a-t-il indiqué, grâce au soutien financier accordé par l'Etat aux agriculteurs pour l'acquisition d'équipement nécessaire. M. Mansouri a fait savoir, d'autre part, que la superficie agricole réservée à la culture de la pomme de terre dans le périmètre irrigué de Zouabi, a connu une «forte régression», passant de 1 250

hectares ces dernières années à 180 hectares actuellement, déplorant une «réticence affichée des agriculteurs exploitant ce périmètre envers cette culture et préfèrent concentrer leurs efforts dans des productions agricoles «moins coûteuses et moins contraignantes sur le plan technique», notamment la culture des cucurbitacées. Au cours d'une rencontre organisée au début de ce mois courant, un appel a été lancé aux agriculteurs pour développer davantage la culture de la pomme de terre, rappelant les multiples facilitations accordées dans ce domaine. De nombreux agriculteurs concernés par cette activité ont expliqué la réticence quant à la culture de la pomme de terre par une fluctuation du marché de féculent dont la production est très coûteuse, a-t-on notifié.

N.H.

Bousaâda 1,1 milliard de dinars pour la protection de la ville contre les inondations

UNE ENVELOPPE financière de 1,1 milliard de dinars a été mobilisée, au titre des programmes sectoriels décentralisés, pour la réalisation d'un projet portant la protection de la ville de Bousaâda contre les inondations, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ce projet lancé mais qui accuse un retard, selon les mêmes services, pour cause de réévaluations et lenteurs des procédures administratives dans l'attribution du marché, sera réceptionné «avant la fin du premier semestre 2017». Les travaux de ce projet portent sur l'aménagement et le recalibrage des oueds Ghillassa, Sfaa, N'guebe et Bousaâda, la protection des berges la réalisation d'une galerie (2x3m²) sur 2 000 ml, de deux dalots, d'un répartiteur, ainsi que la réalisation de deux passages piétons, a-t-on détaillé. Ce projet revêt une importance de premier plan, notamment pour la protection du périmètre agricole d'El Maadher, outre la sécurité des riverains, victimes plusieurs fois de pertes humaines et de dégâts matériels a-t-on rappelé.

R. R.



Irak

L'EI sous pression des milices chiites près de Mossoul

■ Les forces paramilitaires irakiennes progressaient hier face aux jihadistes, au deuxième jour de leur offensive pour couper les liaisons entre Mossoul et les territoires que le groupe État islamique contrôle en Syrie.

Des combattants des Unités de la mobilisation populaire (Hachd al-Chaabi), une coalition de milices chiites soutenues par l'Iran, ont repris deux villages et plusieurs zones alentours, ont-ils annoncé dans plusieurs communiqués. L'un de ces villages est Al-Imraini, situé à 45 kilomètres de Tal Afar, l'objectif principal de leur offensive. Cette ville était majoritairement peuplée de musulmans chiites avant d'être prise par les jihadistes sunnites de l'EI en 2014. Les Hachd al-Chaabi veulent également couper les lignes d'approvisionnement de l'EI entre Mossoul et l'est de la Syrie, en particulier son fief de Raqa. Mais pour y parvenir, le chemin à parcourir reste long pour ces forces jusqu'à présent peu impliquées dans l'opération lancée le 17 octobre pour



Ph. > D. R.

reprandre Mossoul, la seule grande ville irakienne encore contrôlée par l'EI. Leur participation est en effet source de tensions au sein de la vaste coalition anti-EI, Kurdes et Arabes sunnites irakiens n'y étant pas favorables. Les milices chiites ont assuré qu'elles ne comptaient pas entrer dans Mossoul, après avoir été accusées d'exactions lors des précédentes reprises de villes peuplées majoritairement de sunnites comme Fallouja ou Ramadi. Ces groupes paramilitaires entretiennent également des relations difficiles avec la coalition internationale menée par les États-Unis, ainsi qu'avec la Turquie voisine qui

suit de près l'évolution dans le nord de l'Irak. Le président turc Recep Tayyip Erdogan les a mis en garde samedi si ils s'en prenaient aux populations turkmènes de Tal Afar. «Si jamais les Hachd al-Chaabi sèment la terreur là-bas, alors notre réponse sera différente», a-t-il prévenu, selon l'agence de presse progouvernementale Anadolu, sans préciser les mesures prises le cas échéant. D'autre part, les combats à l'ouest de Mossoul pourraient de nouveau menacer la ville antique de Hatra, inscrite au patrimoine mondial de l'Humanité par l'Unesco, et les célèbres ruines de Nimrod, deux

sites archéologiques déjà vandalisés par l'EI. L'opération sur Mossoul progresse également dans le sud, où les forces fédérales ont repris samedi la localité d'Al-Choura, dans une zone où se déroulaient des combats depuis plus d'une semaine. A l'est, le front semblait plus calme. Dans la ville chrétienne de Bartalla, à cinq kilomètres à l'est de Mossoul, l'armée et ses sections d'élite du contreterrorisme consolidaient leurs positions en installant un nouveau dépôt. Des militaires déchargeaient des camions remplis de centaines de caisses de munition ainsi que de fusils automatiques et d'autres armes pour les stocker

dans l'immense hangar d'une entreprise ravagée par les combats, ont constaté des journalistes de l'AFP. Dans le village, repris et déminé, quelques soldats étaient postés en différents endroits, regardant nonchalamment passer les blindés et les transports de troupe de l'armée qui avançaient vers l'est et les avant-postes de Bartalla pour prendre les prochains villages sur la route de Mossoul, tandis que la plupart des militaires se reposaient dans des maisons. Au fur et à mesure de l'avancée vers Mossoul des troupes, le nombre de civils déplacés augmente, même s'il reste jusqu'à présent limité. Plus de 17 600 personnes ont fui leur domicile vers les zones contrôlées par Bagdad depuis le début de l'offensive le 17 octobre, a indiqué hier l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'ONU a prévenu que près d'un million de personnes pourraient être forcées de quitter leurs foyers, provoquant une situation d'urgence humanitaire. Les Nations unies ont par ailleurs fait état d'informations sur des exécutions de masse par l'EI à Mossoul et de l'enlèvement de près de 8 000 familles, vraisemblablement pour être utilisées comme «boucliers humains». «La stratégie dépravée et lâche (de l'EI) consiste à essayer d'utiliser la présence des civils pour mettre des zones ou des combattants à l'abri des opérations militaires», a dénoncé le Haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.

CETA

L'UE et le Canada ont signé l'accord

L'UE et le Canada ont signé hier à Bruxelles leur traité de libre-échange (CETA), retardé par de vifs désaccords internes en Belgique qui rendent incertaine l'étape suivante: sa ratification obligatoire par chacun des différents Parlements des pays de l'Union. «Quelle patience !», a lancé le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, au Premier ministre canadien Justin Trudeau à son arrivée peu après midi (11h00 GMT) au siège du Conseil de l'UE. «Les choses difficiles sont difficiles, mais on a pu réussir», lui a répondu M. Trudeau. «Bien joué !», a-t-il aussi dit au président du Conseil européen Donald Tusk. A l'extérieur du bâtiment, quelques dizaines de manifestants scandaient des slogans hostiles au CETA et brandissaient des pancartes – «Citoyens avant multinationales» –, au son de tambours. Ils ont aussi lancé de la peinture rouge. Le Premier ministre canadien – dont l'arrivée a été retardée d'une heure et demie en raison d'un problème technique d'avion au départ d'Ottawa – attendait depuis plusieurs jours que les Européens réglent leurs bisbilles afin que l'accord puisse être signé. Une énième crise européenne, dans une UE déjà ébranlée par le Brexit, la crise des migrants et le terrorisme. Le CETA, qui vise essentiellement à supprimer les droits de douane avec un pays ami, représentant 1,6% de ses importations et 2,0% de ses exportations, a fait face ces derniers jours à un emballement politique et une dramatisation des enjeux entourant sa signature. Tout est

parti de Belgique, plus précisément d'une de ses régions, la Wallonie francophone (3,6 millions d'habitants), dont le Parlement a refusé d'approuver le CETA, comme l'y autorise la Constitution. Faute de consensus belge, impossible d'obtenir un accord pour l'UE, qui a vu sa crédibilité entamée. Si «l'Europe est incapable de signer une entente commerciale progressiste avec un pays comme le Canada, avec qui l'Europe pense-t-elle faire affaires dans les années à venir ?», a tancé Justin Trudeau. Devenus porte-voix des opposants au CETA, les Wallons redoutaient les conséquences du traité sur leur agriculture. Ils s'inquiétaient surtout de la possibilité laissée à une multinationale d'attaquer un État qui adopterait une politique publique contraire à ses intérêts. Pas question de laisser un tribunal privé arbitrer ces différends, ont répété les anti-CETA wallons, exigeant des garanties, sans quoi ils n'accorderaient pas leur blanc-seing au gouvernement fédéral belge. La lenteur des «concertations» a entraîné l'annulation d'un premier sommet avec le Canada prévu jeudi à Bruxelles. Un compromis belge est finalement tombé jeudi à la mi-journée : des déclarations réitérant des dispositions déjà incluses dans le traité, des avancées sur le mode de nomination des juges du tribunal d'arbitrage, et l'annonce par la Belgique qu'elle demandera à la Cour de justice de l'UE (CJUE) de vérifier la conformité de ce tribunal avec le droit européen. «La substance du traité n'a aucunement changée», a insisté hier Jean-Claude Juncker.

L'accord «intrabélge» conclu, il n'a fallu que quelques heures à l'UE vendredi pour obtenir le feu vert des 27 autres États membres, puis organiser ce nouveau sommet. Le traité doit maintenant être ratifié par les Parlements européen et canadien avant d'entrer en application partielle et provisoire. L'UE fera alors face à une autre montagne : sa nécessaire ratification par les différents Parlements nationaux et régionaux de ses États membres, afin qu'il devienne définitif. Une tâche qui, à la lumière du psychodrame belge, s'annonce délicate. «Une grande majorité des peuples européens sont favorables au libre-échange», a estimé la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström. «Nous devons nous engager dès le début avec les citoyens pour expliquer, écouter leurs inquiétudes, les amener à la table des négociations et s'assurer qu'il y ait plus de transparence et d'implication», a-t-elle néanmoins reconnu. Le CETA est «un accord moderne et progressiste, ouvrant la porte à de nouvelles opportunités, tout en protégeant les intérêts importants», avait pour sa part affirmé vendredi Robert Fico, le Premier ministre slovaque, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE. Il peut «définir la voie à suivre pour les futurs accords commerciaux», avait-il relevé, alors qu'un autre accord transatlantique, bien plus ambitieux mais encore plus contesté, le TTIP (ou Tafta), est négocié avec les États-Unis. Un autre casse-tête.



Points chauds

Châtiment

Par Fouzia Mahmoudi

Alors qu'il se passe rarement une semaine désormais sans que des représentants officiels de l'Union européenne ne fassent des déclarations mordantes sur la Russie et son «dangereux» président, l'on entend guère ces mêmes personnages faire les mêmes sorties sur le président turc qui multiplie les excès et les décisions plus controversées les unes que les autres. Et alors que Recep Tayyip Erdogan procède tranquillement à l'annihilation du peuple kurde, sans que cela ne soulève l'indignation sélective de l'Occident et l'émotion qu'il avait ressentie concernant la Russie et l'Ukraine, le président islamiste a décidé de rétablir tout bonnement la peine de mort dans son pays. Il est vrai que la chasse et la persécution de ses opposants doit avoir une issue et Erdogan semble penser que la mort est la meilleure envisageable. Pourtant, tout comme dans le cas des États-Unis, les dirigeants européens ne s'émeuvent pas plus de cette décision. L'on imagine ce qu'auraient été leurs réactions si la Russie, qui n'a pas officiellement aboli la peine de mort, mais qui n'a pas pratiqué une seule exécution depuis 1999, avait décidé de relancer cette procédure controversée. Toutefois, cette décision d'Erdogan qui a affirmé que le rétablissement de la peine de mort, évoqué depuis la tentative de coup d'État en juillet, serait soumis au Parlement n'a pas été complètement ignoré par Bruxelles qui a émis de timides «avertissements». «Bientôt, bientôt, ne vous en faites pas. C'est pour bientôt, si Dieu le veut», a déclaré Erdogan samedi lors d'un discours à Ankara. «Notre gouvernement soumettra cela au Parlement. Et je suis convaincu que le Parlement l'approuvera et, quand cela arrivera devant moi, je le ratifierai», a poursuivi le chef de l'État turc, sans avancer de calendrier. Dès le surlendemain du putsch avorté du 15 juillet, le président Erdogan avait évoqué un possible rétablissement de la peine capitale afin d'éliminer «le virus» factieux au sein de l'État, provoquant l'«indignation» de l'Union européenne. «Aucun pays ne peut adhérer à l'UE s'il introduit la peine de mort», avait prévenu le chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini. «L'Occident dit ceci, l'Occident dit cela. Excusez-moi, mais ce qui compte, ce n'est pas ce que dit l'Occident, c'est ce que dit mon peuple», a rétorqué Erdogan samedi. La peine de mort a été abolie en 2004 dans le cadre de la candidature d'Ankara à l'entrée dans l'UE, et son rétablissement pourrait enterrer pour un long moment les négociations sur cette adhésion. Ceux qui affirment depuis plus de quinze ans que la Turquie n'a pas sa place en Europe viennent de voir tous leurs arguments être confirmés par les déclarations du président islamiste qui prend seule la décision et la responsabilité d'ôter à son peuple la possibilité d'être un jour européen, alors que l'opinion publique turque est de plus en plus favorable à l'UE.

F. M.

21^e SILA

Avertissements à 45 maisons d'édition pour non-respect du règlement intérieur

■ Le commissariat du 21^e Salon international du livre d'Alger (SILA), qui a ouvert ses portes jeudi, a adressé des avertissements à 45 maisons d'édition arabes, dont 22 algériennes, pour non-respect du règlement intérieur du Salon qui interdit l'exposition des livres à même le sol. Plusieurs exposants ayant reçu des avertissements ont fait part à l'APS de leur «agacement», estimant que le Commissariat aurait dû prévoir davantage d'espaces d'exposition, ainsi que d'autres services comme la wifi, la climatisation et le paiement par carte.

Par Adéla S.

Le commissaire du SILA, Hamidou Messaoudi, a précisé à l'APS que son commissariat «a adressé des avertissements à 45 maisons d'édition arabes, dont 22 algériennes, pour non-respect de l'article 34 du règlement intérieur qui interdit l'exposition des livres à même le sol». Plusieurs exposants ayant reçu des avertissements ont fait part à l'APS de leur «agacement», estimant que le Commissariat aurait dû prévoir davantage d'espaces d'exposition, ainsi que d'autres services comme la wifi, la climatisation et le paiement par carte. Plus de 290 éditeurs algériens et 671 exposants étrangers participent à cette 21^e édition du SILA. Le directeur du livre et de la lecture publique au ministère de la Culture, Ahcène Mermouri, a, par ailleurs, indiqué que le ministère «a informé le commissariat du SILA de ses réserves sur 10 titres afin qu'ils soient retirés du Salon». Les livres incriminés, dont la plupart appartiennent à des maisons d'édition arabes, «véhiculent des idéologies extrémistes», a-t-il précisé. Le commissaire du SILA avait auparavant indiqué que le Salon avait émis des réserves sur 131 titres et exclu 20 maisons d'édition arabes pour non-respect du

Règlement intérieur de la manifestation lors de la précédente édition, notamment au regard de l'interdiction de la vente en gros. M. Messaoudi a affirmé que des réserves sont émises sur toute publication portant atteinte à la souveraineté de l'Etat et aux religions, incitant à la violence ou faisant l'apologie du terrorisme. Rappelant que la vente en gros est strictement interdite, il a précisé que tout contrevenant à cette règle sera exclu des prochaines éditions.

De jeunes auteurs rejettent le statut de «3^e génération littéraire» les désignant

Des jeunes auteurs ont réfuté le statut de représentants d'une «3^e génération» de la littérature algérienne, thème qui leur était proposé lors d'une rencontre tenue samedi au 21^e Salon international du livre d'Alger (Sila), privilégiant l'échange sur leur expérience dans l'écriture. Invités à parler des thématiques de leurs livres sous le prisme de l'intitulé de la rencontre, Abderrazak Boukebba, Kaouther Adimi, Abdelwahab Aïssaoui et Nassima Laroussi ont évoqué leurs œuvres et leurs choix littéraires qu'ils estiment «sans rapport avec les questions d'âge ou de conflit de générations». Ce



«décalage» entre le titre de la rencontre et le propos des auteurs invités était également visible lors de sa deuxième partie, consacrée aux «expériences en écriture», où Smaïl Yabrir, Hadjar Kouidri, Anis Mezouar et Rachid Boukhroub ont parlé de leurs œuvres respectives sans évoquer, à aucun moment, le thème proposé au débat. Modérée par l'écrivain Waciny Laredj, cette conférence a attiré un nombre important de visiteurs du Sila. Des présents dans

le public y ont également constaté le «malaise» des orateurs sur une question qui, ont-ils estimé, «devrait être débattue par les critiques» et non par les écrivains eux-mêmes. Présents à la rencontre par les critiques Lounis Benali et Lyamine Bentoumi se sont, eux aussi, montrés septiques sur cette question de «3^e génération d'écrivains algériens». «Parler de renouvellement de l'écriture littéraire sous le prisme du rapport entre les générations c'est tom-

ber dans le piège du "darwinisme" en considérant les écrivains comme des "espèces animales" en conflit permanent entre elles pour pouvoir exister», a asséné Lounis Benali. Son collègue Lyamine Bentoumi a été tout aussi sévère dans son intervention où il a jugé que les écrivains algériens, tous âges confondus, constituaient «des individualités éparses» et non «un bloc» capable de se reconnaître dans le terme de «génération». Annoncés sur le programme de la rencontre, les écrivains Mustapha Benfodil et Amine Ait Hadi, lauréat en 2015 du Grand Prix Assia Djebbar, n'étaient pas présents. Ouvert au public depuis jeudi, 21^e Sila se poursuit jusqu'au 5 novembre avec un programme dédié à la littérature, algérienne et étrangère, et des rencontres sur Tamazight, la lecture à l'école et sur la place de la langue arabe sur Internet.

A. S./APS

Oran

L'atelier de lecture à haute voix suscite un grand engouement

L'atelier de lecture à haute voix, ouvert samedi soir à Oran, suscite un grand engouement. De nombreux jeunes, étudiants de différentes disciplines littéraires et scientifiques, retraités et représentants de clubs de lecture prennent part à cet atelier visant à promouvoir le goût de lire, a-t-on appris des organisateurs. Cette initiative constitue une occasion pour perfectionner la phonétique des participants dans une ambiance bon enfant, comme l'a souligné l'animateur de l'atelier, Pierre-Benoit Roux,

membre de l'association culturelle «La Condamine» de Paris (France). L'association «Le Petit lecteur» d'Oran, organisatrice de cette manifestation culturelle jusqu'au 31 octobre courant à l'institut des langues étrangères (ILE) de l'université Oran 1 «Ahmed Benbella», a programmé également des séances sur l'écriture du conte avec des animateurs d'Algérie et de France, selon sa présidente. En parallèle, des séances de lecture à haute voix seront animées par des spécialistes à la forêt de Madagh dans la daïra de

Boutléli à l'ouest d'Oran, à la bibliothèque de hai «Usto» et hai «Es-Seddikia (Oran), au conservatoire municipal «Ahmed Wahby», à l'Institut français à Oran et au centre culturel d'Ain Temouchent, a indiqué la conteuse Djamilia Hamitou. En outre, les comédiens Fadéla Hachemaoui, Abdelkader Belkaid et Brahim Hachemaoui animeront des lectures de textes théâtraux de pièces célèbres du dramaturge défunt Abdelkader Alloula (1939-1994).

Kamel L.

Bordj Bou Arreridj

Engouement du public à l'ouverture des journées cinématographiques

Les journées cinématographiques El «L Bordj» se sont ouvertes samedi après-midi à la maison de la culture «Mohamed-Boudiaf» de Bordj Bou Arreridj en présence d'un public nombreux. La cérémonie d'ouverture qui a attiré un grand nombre de cinéphiles a donné lieu à un spectacle haut en couleur sous forme d'une comédie musicale de la troupe «Game over». La manifestation donnera lieu à la présentation de 12 courts-métrages et deux documentaires produits

par de jeunes cinéastes, a indiqué Nouari Rajeï, président culturelle de l'association Mimicisse, organisatrice de la manifestation. Des ateliers de formation à l'art de l'acteur et l'écriture de scripts seront organisés en marge des journées qui verront également la présentation de longs métrages dont «Le colonel Lotfi» d'Ahmed Rachedi, «Le puits» de Lotfi Bouchichi et «Fatma N'soumer» de Belkacem Hadjadj, selon la même source. Un vibrant hommage a été rendu lors de la

cérémonie d'ouverture aux proches du défunt comédien Yahia Benmabrouk à côté de la distinction de comédiens locaux dont Amar Thiari, Sofiane Attia et Khamessa Mebarkia. Ces journées qui se poursuivront jusqu'à lundi ont été organisées sous l'égide de la wilaya dans le cadre de la célébration du 62^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Projection films aux Issers
L'ONCIC met en exécution un programme de projection de films algériens à la salle des Issers, dans la wilaya de Boumerdès.

Du 20 octobre au 5 novembre :

Projection du long métrage «Zabana !» de Saïd Ould-Khelifa à raison de trois séances : 14h-17h-20h.

Musée national du Bardo
Jusqu'à la fin de l'année : Exposition «L'Algérie dans la préhistoire. Recherches et découvertes récentes».

Coup-franc direct

L'absence d'une stratégie

Par Mahfoud M.

Le CS Constantine est un club qui se recherche encore cette saison, malgré le fait qu'il est, soi-disant, géré par une grande filiale de la Sonatrach, à savoir, Abar. Un club sans aucune stratégie ni plan de travail et qui ne réussit même pas à trouver chaussure à son pied, sachant que l'équipe est toujours sans entraîneur. Et pourtant, ce ne sont pas les noms qui manquent, Lemerre, Put, sont des techniciens avérés qui ont négocié avec les dirigeants du CSC sans pour autant pouvoir signer. On se demande parfois s'il y a vraiment une direction qui pense aux intérêts de ce club historique qui draine derrière lui, pourtant, des supporters passionnés. Les dirigeants du CSC doivent se réveiller et penser vraiment à relancer la machine car cela aggravera la situation de cette équipe qui dispose d'un bon groupe avec des joueurs talentueux mais qui ne pourra pas rester de cette manière à jouer sans entraîneur. Les responsables du club constantinois ne doivent plus se jouer des sentiments des supporters en leur miroitant des noms de grands entraîneurs sans pour autant conclure, car le plus important pour eux est de faire dans le sensationnel pour le moment. **M. M.**

Ligue 1 Mobilis (9^e journée)

Le MCO et l'ESS se rapprochent du leader

LE MC ORAN et l'ES Sétif sont revenus samedi à une longueur du leader l'USM Alger, en faisant respectivement match nul à Tizi-Ouzou face à la JSK (1-1) et en s'imposant en déplacement contre le NA Hussein-Dey (2-0) en clôture de la 9^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football. Le MCO qui tenait sa place de leader jusqu'à la première minute du temps additionnel, s'est fait surprendre par Ferhani (90+1), remettant les pendules à l'heure après l'ouverture du score signée Souibaâ (29') pour les Oranais. A Alger, le Nasria a complètement raté sa sortie face à l'Aigle Noir de Sétif en concédant une défaite pour les débuts du coach français Alain Michel sur le banc des «Sang et Or». Amokrane (44') et Nadji (82') ont permis à l'Entente de réaliser une belle opération, rejoignant à la deuxième place le MCO avec 18 points chacun. En revanche, le NAHD a essuyé sa troisième défaite de rang. Dans l'autre match disputé samedi, l'USM Bel-Abbès, très en verve, s'est offert le DRB Tadjanet (3-1) grâce à un triplé de son attaquant Balegh. Il s'agit de la deuxième victoire de rang de l'USMBA après celle ramenée d'Alger face au CR Belouizdad (1-0). Jeudi en ouverture de cette journée, l'USMA, le leader fragilisé, a essuyé une surprenante défaite sur le terrain du promu le CA Batna (2-1) alors que le MC Alger (4^e, 14 pts) a été tenu en échec à Omar-Hamadi par la JS Saoura (0-0). L'Olympique de Médéa a réussi l'incroyable exploit de l'emporter (3-2) face au CS Constantine, alors qu'il était mené (2-0) sur son propre terrain, au moment où le RC Relizane a battu le CR Belouizdad (1-0). Sur sa lancée, le RC Relizane a remporté une nouvelle victoire et cette fois, la victime a pour nom le Chabab de Belouizdad qui s'est incliné (1-0), sur un super coup de tête de Tebbi (40'). Un soulagement pour le RCR, qui a démarré la saison avec une défalcation de six points et qui en compte désormais 5, alors que CRB poursuit sa descente aux enfers, avec cette 4^e défaite de rang, qui le relègue à la 13^e position, avec seulement sept points. Le MOB

dispute en effet la finale aller de cette épreuve samedi soir, au stade Mustapha-Tchaker de Blida, face au TP Mazembé (RDC).

Résultats et classement :

MCA- JSS	0-0
CAB -USMA	2-1
RCR- CRB	1-0
OM-CSC	3-2
NAHD-ESS	0-2
USMBA-DRBT	3-1
JSK-MCO	1-1
USMH-MOB (reporté à date ultérieure :)	

	Pts	J
1). USM Alger	19	9
2). MC Oran	18	9
—). ES Sétif	18	9
4). MC Alger	14	8
5). CS Constantine	12	9
—). JS Saoura	12	9
—). USM Bel-Abbès	12	9
8). NA Hussein-Dey	11	9
—). DRB Tadjanet	11	9
—). CA Batna	11	9
11). OM	10	8
12). JS Kabylie	9	9
13). CR Belouizdad	7	9
14). MO Béjaïa	6	6
—). USM Harrach	6	8
16). RC Relizane	5	9

Ligue 2 Mobilis (8^e journée)

L'USMB perd à Biskra, Mascara se réveille

L'USM Blida, battue à la surprise générale par l'US Biskra (1-0) a laissé filer l'occasion de rejoindre la JSM Béjaïa à la seconde place du championnat de Ligue 2 Mobilis à l'issue de la 8^e journée disputée vendredi et samedi et marquée également par la première victoire de la saison du GC Mascara contre le RC Arbaâ (2-0) où rien ne va. L'USMB qui restait sur deux victoires de rang est tombée à Biskra sur un but de Djaabout sur penalty. Une précieuse victoire pour le promu, conduit par le nouvel entraîneur Mounir Zeghdoud qui a réussi ses débuts sur le banc de l'USB. En revanche, l'USMB recule d'une place et occupe la 3^e position à quatre longueurs du leader,

le Paradou AC qui a obtenu la veille un précieux nul en déplacement contre le WA Boufarik (0-0). Dans l'autre rencontre de samedi, le Ghali de Mascara a attendu la 8^e journée et la venue du RCA pour enregistrer sa première victoire de la saison grâce à des réalisations de Belaroussi et Hachem. A la faveur de cette victoire, le GCM cède la place de lanterne rouge à son adversaire du jour. Vendredi, lors de l'entame de cette journée, la JSMB a réussi un grand coup en allant s'imposer contre l'ASO Chlef (3-2) dans le choc du week-end de Ligue 2. Mené au score dès la 9^e minute suite à un penalty de Melika, le club de Yemma Gouraya a trouvé les ressources morales et physiques néces-

saires pour renverser la vapeur et l'emporter finalement grâce à Ouanas (18' et 54' s.p.) ainsi que Drifel, lequel a profité d'une erreur monumentale de la défense chélfienne pour ajouter le 3^e but à la 61^e minute, alors que Mamar-Youcef avait inscrit le 2^e but de l'ASO à la 59^e minute. A l'instar de la JSMB, le CRB Aïn Fekroun a réalisé une belle opération au cours de cette 8^e journée, en allant s'imposer (1-0) chez l'Amel Boussaâda, pourtant réputé pour être difficile à manier sur son terrain. Un succès assuré par Youcef-Khodja (60') et qui permet au CRB Aïn Fekroun de se hisser à la 10^e place, avec huit points, au moment où l'ABS reste 11^e, avec neuf unités.

● **HUBERT VELUD (ENTRAÎNEUR/TP Mazembe) :** «On est tombé sur une bonne équipe du MOB qui a cru en ses chances jusqu'au bout. Ils nous ont posé beaucoup de problèmes notamment en deuxième mi-temps. Heureusement qu'on a bien débuté la rencontre en marquant ce but qui vaut son pesant d'or. Repartir avec ce résultat est de bon augure d'autant que la finale retour sera chez nous. Il faudra rester vigilants face au MOB qui possède des attaquants mobiles qui jouent bien en contre, d'où la nécessité de rester sur nos gardes».

Coupe de la Confédération/ Finale-aller (MO Béjaïa-TP Mazembe 1-1)

Les Crabes croient à l'exploit

■ Le MO Béjaïa s'est contenté du nul samedi soir face au TP Mazembe (1-1) au stade Tchaker de Blida, en finale aller de la Coupe de la Confédération africaine de football, mais garde toujours espoir de triompher le 6 novembre prochain en finale retour à Lubumbashi.

Les Bougiotes gardent espoir malgré le nul



Par Mahfoud M.

Même si la mission des coéquipiers du capitaine Faouzi Yaya s'annonce d'ores et déjà délicate en terre congolaise, le rêve est permis pour une équipe du MOB qui aurait pu prétendre à la victoire lors de cette première manche. Dès les premières minutes de la partie, les Crabes ont voulu installer leur domination, notamment par Beterongal et Faouzi Yaya mais sans danger sur la cage du gardien ivoirien du TPM Gbohouno. Il fallu attendre la 19^e minute de jeu pour assister à la première action dangereuse côté mobiste : Rahal sur le côté droit sera sur un plateau Beterongal, qui se heurte au portier de Mazembe. Trois minutes plus tard (22'), Khadir voit son ballon passer juste au dessus de la transversale. La réussite était plutôt du côté des «Corbeaux», qui ont réussi à ouvrir le score, contre le cours du jeu, grâce à un penalty signé Bolingi (42'). Un but qui est venu jeter la désillusion chez le public

béjaoui. Aguerri pour ce genre de rendez-vous majeurs, les Congolais ont regagné les vestiaires avec un avantage précieux. Après la pause citron, les joueurs du MOB, poussés par leurs supporters, ont pénétré sur le terrain avec l'intention de renverser la vapeur. Bénéficiant d'un coup franc direct à l'approche de la surface de réparation, le MOB est parvenu à remettre les pendules à l'heure par l'entremise de Faouzi Yaya, qui n'a laissé aucune chance au portier de Mazembe. Une égalisation qui a donné des ailes aux poulains de Nacer Sendjak qui ont assiégé le camp adverse, mais sans parvenir à prendre l'avantage. La rentrée de trois joueurs à vocation offensive : Belkacemi (60'), Touati (76') et Yesli (85') a appor-

té du punch sur le plan offensif, ce qui a permis au MOB de dominer le reste de la partie devant une équipe de Mazembe qui a su éviter la défaite. Avec ce résultat de parité, le club de Yemma Gouraya préserve tout de même ses chances de soulever le trophée, au vu notamment des bonnes dispositions affichées lors de cette finale aller. D'aucuns estiment que le MOB aurait pu prétendre à la victoire, n'était le manque de réalisme de ses attaquants, à l'image de Yaya qui a raté deux occasions nettes de scorer. La finale retour se jouera le dimanche 6 novembre prochain au stade de Lubumbashi (14h30 algérienne) et sera dirigée par l'arbitre sénégalais Malang Diedhiou.

M. M.

IMPRESSIONS :

● **NACER SENDJAK** (entraîneur/MOB) : «D'abord, je tiens à dire que nous avons fait le bon choix de jouer cette finale à Blida, beaucoup de gens nous ont contesté. Mais au vu de ce que

nous avons produit en seconde période, j'estime que nous avons fait honneur au football algérien. Malheureusement, nous avons commis une erreur juste avant la mi-temps que l'adversaire a exploitée à 100%. Ce but nous a perturbé mais on est bien revenus en seconde période. L'équipe a montré de belles choses, et si nous parvenons à reproduire cela au match retour, y'a de quoi être optimiste».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Maroc

Des milliers de personnes protestent contre la mort tragique d'un vendeur de poisson

DES MILLIERS de personnes ont participé, hier, dans la ville d'Al-Hoceima dans le nord du Maroc, aux funérailles d'un marchand de poisson, mort broyé par une benne à ordures et dont le décès a provoqué la colère des habitants qui ont demandé de trouver le ou les coupables, ont rapporté des médias. Mouhcine Fikri, un marchand de poisson d'une trentaine d'années, est décédé vendredi soir, happé par une benne à ordures alors qu'il tentait apparemment de s'opposer à la saisie et à la destruction de sa marchandise par des agents de la ville. Selon des images diffusées sur internet, le corps de Mouhcine Fikri, transporté dans une ambulance, a traversé la ville d'Al-Hoceima jusqu'à une localité voisine, suivi par des milliers de personnes. «On est en train de faire une grande marche, le cortège dépasse un kilomètre de long», a dit un témoin, cité par les médias. «Les habitants du Rif soutiennent le martyr Mouhcine (...), nous exigeons de savoir ce qui s'est passé et demandons de trouver le ou les coupables», dénonçait un autre manifestant. Le drame a choqué la population locale et des dizaines de personnes s'étaient rassemblées le soir même sur les lieux de l'incident. Une photo de la victime inanimée, la tête et un bras dépassant du mécanisme de compactage, a été largement diffusée sur les réseaux sociaux, qui ont relayé plusieurs appels à manifester dans tout le pays. Une enquête sera ouverte pour déterminer les circonstances de cet incident, selon le ministère marocain de l'Intérieur et le parquet d'Al-Hoceima.

Hasni O.

Promotion de la production

2017 sera l'année de la fin d'importation du ciment

LE MINISTRE de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouhouareb, a affirmé, hier à Adrar, que «2017 sera l'année de la fin d'importation du ciment par l'Algérie». «L'année 2017 sera celle de la fin de l'importation par l'Algérie du ciment à la faveur des cimenteries réalisées ou en voie de l'être à travers différentes régions du pays, dont la capacité de production globale annuelle devra atteindre les six millions de tonnes», a souligné M. Bouhouareb lors de l'inspection de la cimenterie de la commune de Timegtane, daïra d'Aoulef, 260 km à l'est d'Adrar, dans le cadre de sa visite de travail dans la région. Le ministre de l'Industrie et des Mines a indiqué que ces projets industriels devront permettre au pays d'atteindre «l'autosuffisance en ciment et d'entamer la phase d'exportation vers l'étranger». Sur site, le ministre a suivi un exposé succinct sur cette importante entité industrielle, fruit d'un partenariat algéro-chinois. Cet ambitieux projet, dont les travaux de réalisation ont atteint un taux d'avancement de près de

90%, sera livré à la fin de l'année en cours, a-t-on expliqué à la délégation ministérielle. Mettant en valeur cette démarche d'investissement dans le Sud, le ministre a mis l'accent sur la nécessaire prise en charge de certains volets, facteurs de réussite de pareilles unités industrielles, dont la réalisation de la route reliant cette cimenterie, distante de 36 km du chef-lieu de la commune de Timegtane pour faciliter l'accès des véhicules lourds notamment. M. Bouhouareb, qui a mis à profit cette visite pour écouter la préoccupation soulevée par les responsables du projet liée notamment au manque de cadres et experts étrangers en raison des procédures d'obtention de visa, a rassuré que cette doléance sera prise en charge en coordination avec les autorités concernées. Le ministre de l'Industrie et des Mines poursuivra sa tournée dans la wilaya d'Adrar par la visite d'autres projets et installations relevant de son département, implantés à travers d'autres régions de la wilaya.

M. L.

Tizi Ouzou

666 tonnes de déchets collectés en deux jours de volontariat

PAS MOINS de 666 tonnes de déchets ont été collectés dans le cadre de la prise en charge de l'hygiène du milieu, suite aux deux opérations de volontariat organisées les 22 et 29 octobre courant dans la commune de Tizi Ouzou (cités et quartiers, boulevards, espaces verts...), a indiqué, hier, la cellule de communication de la wilaya dans un communiqué. «Ces volontariats ont mobilisé d'importants moyens humains et maté-

riels et vu la participation de plusieurs secteurs (directions de wilaya, APC Tizi Ouzou, EPIC Codem, OPGI, ONA, Sonelgaz, ERGR, ADE...) ce qui a permis le transfert de 666 tonnes de déchets au CET de Oued Fali», a précisé la même source. Dans le même communiqué il est annoncé que «des opérations similaires seront organisées régulièrement pour la prise en charge de l'environnement à travers la wilaya».

Hamid M.

Loi de finances 2017 tout va augmenter



Loumis

Djalou@hotmail.com

Visite

Le Président Bouteflika inspecte le projet de la Mosquée d'Alger

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a effectué hier une visite d'inspection au projet de la Mosquée d'Alger, située dans la commune de Mohammadia, au cœur de la baie d'Alger.

Par Ali N.

Le chef de l'Etat était accompagné durant cette visite du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aissa,

du président du Haut conseil islamique, Bouabdellah Ghoulamallah et du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

En cours de construction, la Mosquée d'Alger est considérée comme la plus grande d'Afrique et la troisième du monde après Masjid Al-Haram de La Mecque et Masjid Al-Nabawi de Médine en Arabie saoudite. Elle pourra

accueillir 120 000 fidèles et sera dotée d'un minaret de 265 m de hauteur, ce qui en fera le plus grand du monde.

Le Président Bouteflika avait posé la première pierre de la Mosquée d'Alger le 31 octobre 2011.

A. N./APS

Une cache d'armes détruite à Boumerdès

Trois éléments de soutien au terrorisme arrêtés

TROIS ÉLÉMENTS de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, alors qu'une cache d'armes et de munitions a été détruite samedi à Boumerdès par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté trois éléments de soutien aux groupes terroristes, le 29 octobre 2016, à Boumerdès (1^{re} Région militaire), tandis qu'un autre détachement a découvert une cache d'armes et de munitions contenant quatre fusils de chasse, trois obus, trois bombes de fabrication artisanale, 2 434 balles de différents calibres, 15 kilogrammes de produits explosifs et des moyens de détention», précise le MDN. Par ailleurs, et dans le cadre de la sécurisation

des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments des gardes-frontières et de la Gendarmerie nationale de Tlemcen et de Tيارت «ont saisi de grandes quantités de kif traité s'élevant à 559,8 kilogrammes et arrêté deux narcotrafiquants».

A Djanet et Bordj Badji Mokhtar, des détachements de l'ANP «ont appréhendé quatre contrebandiers et saisi cinq détecteurs de métaux, un groupe électrogène, un marteau piqueur et une moto, tandis qu'un autre détachement a saisi 520 litres de carburant à El Oued».

D'autre part, «un détachement de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Relizane, Tlemcen, Illizi, Ouargla et Adrar 21 immigrants clandestins dont six de nationalité marocaine et quatre Syriens», ajoute la même source.

Slim O.

Séisme Secousse tellurique de 4.8 à l'est des côtes tunisiennes

UNE SECOUSSE tellurique de magnitude 4,8 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée hier à l'est des côtes tunisiennes, hors des eaux territoriales.

Selon des données fournies par les stations d'enregistrement de l'activité sismique, relevant de l'Institut tunisien de météorologie, l'épicentre de la secousse se situe à 35,33 degrés de latitude et 16,11 degrés de longitude au large de la mer Méditerranée, à l'est des côtes tunisiennes.

Par ailleurs, une forte secousse sismique de magnitude 6,6, selon l'Institut américain de géologie (USGS), a de nouveau frappé vers 07h40 (06h40 GMT) le centre de l'Italie, quatre jours après deux séismes dans cette même région.

APS